

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 20/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC GRAND ILE DE FRANCE**

6-8 RUE DE LA VICTOIRE  
93150 LE BLANC-MESNIL

Code AIOT : 0007403912

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement PAPREC GRAND ILE DE FRANCE implanté 6-8 RUE DE LA VICTOIRE 93150 LE BLANC-MESNIL. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Le site Paprec Grand Ile-de-France est un établissement à enjeux, au sens de la note ministérielle du 22 novembre 2016, et à ce titre doit être inspecté a minima une fois tous les 3 ans. La dernière visite datant du 17 novembre 2020, il a été décidé de l'inspecter en 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC GRAND ILE DE FRANCE
- 6-8 RUE DE LA VICTOIRE 93150 LE BLANC-MESNIL
- Code AIOT : 0007403912
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Paprec Grand Ile-de-France du Blanc-Mesnil est un établissement constitué de trois zones distinctes, exploitées par trois entités du groupe Paprec :

- Paprec Grand Ile-de-France, qui porte l'autorisation, exploite les bâtiments 3 et 6 pour son activité de collecte et tri de déchets non-dangereux d'activités économiques ;
- Paprec Recydis exploite les bâtiments 4 et 5 pour son activité de tri, transit et regroupement

- de déchets dangereux d'activités économiques ;
- Paprec Trivalo 93 exploite les bâtiments 1 et 2 pour son activité de collectes sélectives des ménages et tri associé.

Les installations sont classées à autorisation, visées par la directive IED (rubrique principale 3550, BREF de référence WT).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- documents attendus vis-à-vis de la directive IED,
- contrôles documentaires relatifs aux équipements,
- surveillance des rejets aqueux,
- mesures amiante,
- traçabilité des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
2	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 8.3.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Contrôle des équipements relatifs à la lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 8.2.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Surveillance de la teneur en amiante dans l'air	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 10.1.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de réexamen et rapport de base	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 1.3.2	Sans objet
3	Contrôle des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	Surveillance des rejets aqueux – fréquence des mesures	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 4.4.1	Sans objet
6	Surveillance des rejets aqueux – valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 4.3.5	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont globalement bien tenues. L'exploitant a répondu à la plupart des demandes de l'inspection.

Une attention doit néanmoins être portée au respect de fréquences de mesure et au respect des délais de transmission des informations ou documents exigibles.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dossier de réexamen et rapport de base

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exigences vis-à-vis de la directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> Les conditions d'autorisation des installations visées à l'article 1.2.1 (rubriques 3xxx) sont périodiquement réexaminées conformément aux dispositions du I de l'article R.515-70 du code de l'environnement. En vue du réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale susvisée.
<b>Constats :</b> Les conclusions du BREF WT ayant été publiées le 17/08/2018, le dossier de réexamen de l'exploitant était attendu pour le 17/08/2019. L'exploitant a remis son dossier de réexamen le 27/02/2020. L'instruction de ce dossier est en cours. Concernant le rapport de base, exigible au titre de la directive IED, l'exploitant n'avait pas transmis de document. À la suite de la visite le 30/05/2023, l'exploitant a adressé à l'administration un rapport de base daté de Mars 2015. Ce document fera l'objet d'une instruction à venir de l'Inspection, pour éventuels compléments et mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le rapport de contrôle des installations électriques Recydis, daté de novembre 2022, a été présenté. Celui-ci présentait 70 observations, dont certaines récurrentes. L'inspection a rappelé la nécessité d'assurer d'une année sur l'autre la levée des remarques, afin d'éviter les récurrences d'observation. Le rapport de contrôle des installations électriques de la partie Trivalo (Q18, datant de décembre 2022), a été présenté. Ce rapport n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection. Le rapport de contrôle pour la partie Paprec Grand IDF n'a pas été présenté.  Ces constats appellent des demandes de la part de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre le rapport 2022 de contrôle des installations électriques pour la partie Paprec Grand IDF, qui n'a pas pu être présenté lors de la visite ;</li><li>- transmettre après réalisation le rapport 2023 de contrôle des installations électriques pour la partie Recydis, afin de vérifier la levée effective des observations récurrentes.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Contrôle des installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre, commun aux trois entités présentes sur site, a été présenté lors de la visite. Il s'agit d'une vérification visuelle, effectuée par le bureau de contrôle apave, en août 2022. Ce rapport n'appelle pas de remarques de la part de l'exploitant.  Ces constats n'appellent pas de suite de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Contrôle des équipements relatifs à la lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont visibles et leur accès est constamment maintenu dégagé.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté :- pour la partie Recydis, les rapports de contrôle des installations de désenfumage, portes coupe-feu, RIA, extincteurs, BAES, SSI, tous réalisés en 2023,- pour la partie Paprec Grand IDF, les rapports de contrôle des désenfumage, portes coupe-feu, RIA, extincteurs, tous réalisés en 2023.- pour la partie Trivalo, les rapports de contrôle extincteurs. Le rapport de contrôle des canons d'extinction ainsi que du système de désenfumage ont été transmis à la suite de la visite par courriel du 08/06/2023. Ces éléments n'appellent pas de remarque. Le rapport de contrôle des poteaux/bouches incendie sur site a également été présenté. Il y est indiqué que deux bouches incendie n'ont plus de débit : O1 (entrée usine) et O2 (parking).  Ce point constitue une non-conformité. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des bouches et poteaux incendie, afin de garantir leur niveau de performance en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 5 : Surveillance des rejets aqueux – fréquence des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            AU titre de l'autosurveillance, l'exploitant procédera annuellement à la prise d'un échantillon sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou de mélange avec d'autres effluents et déterminera la valeur de chacun des paramètres définis à la condition 4.3.5 ci-dessus en sortie de chaque débourbeur séparateur d'hydrocarbures (3 présents sur site). Les résultats d'analyse seront adressés dans le mois qui suit à l'inspection des Installations Classées via l'application GIDAF.</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures des rejets aqueux au titre de l'année 2022 ont été réalisées le 7 décembre 2022. Elles ont été transmises sur la plate-forme GIDAF à la suite de la visite, le 31 mai 2023. Il est à noter que les mesures 2021 n'ont pas été transmises par la plate-forme GIDAF, bien que deux saisies aient été initialisées pour juin 2021 et décembre 2021 (non validées).            Pour 2023, une mesure a été réalisée en avril pour le débourbeur 3, et en mai pour les débourbeurs 1 et 2, et transmise via la plate-forme.            L'inspection invite l'exploitant à rester vigilant dans le respect des fréquences de mesures et de transmission.            Ces constats n'appellent néanmoins pas de suites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Surveillance des rejets aqueux – valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :            - température : inférieure ou égale à 30°C ;            - pH : compris entre 5,5, et 8,5 ;            - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L ;            - valeur de la DCO inférieure à 2000 mg/L ;            - valeur de la DBO5 inférieure à 800 mg/L ;            - valeur des MES inférieure à 600 mg/L ;            - teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/L.</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures 2022 indiquent un dépassement aux 3 points de rejets en modification de couleur, ainsi qu'un dépassement en hydrocarbures totaux pour deux des trois débourbeurs. Un curage des séparateurs a été effectué. Les mesures 2023 sont conformes aux valeurs limites d'émission. Ces éléments n'appellent pas de suites de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Surveillance de la teneur en amiante dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures amiante
<b>Prescription contrôlée :</b> Des prélèvements à des fins d'analyses de fibres d'amiante dans l'air sont effectués trimestriellement selon les méthodes normalisées en au moins trois points à l'intérieur des bâtiments n°4 et n°5 et dans la déchetterie. Les points de prélèvement, judicieusement choisis afin d'apprécier au mieux le risque sanitaire susceptible d'être encouru, seront repérés sur un plan. Les analyses doivent déterminer la concentration en fibres d'amiantes par litre d'air et caractériser leur type. Les résultats ont présentés avec une synthèse des paramètres pouvant avoir un impact sur les résultats (activité durant les mesures, données relatives aux déchets d'amiante dans le trimestre écoulé depuis la dernière semaine, etc.). Ils sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les analyses d'amiante sont effectuées en 4 points représentatifs dans les bâtiments exploités par Recydis. Les résultats des mesures ne mentionnent aucune fibre d'amiante prélevée dans les échantillons. Sur les années 2021 et 2022, les analyses ont été effectuées les : <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 mars 2021,</li><li>- 10 juin 2021,</li><li>- 22 septembre 2021,</li><li>- 11 janvier 2022,</li><li>- 12 mai 2022,</li><li>- 24 août 2022.</li></ul> La fréquence de mesure n'est pas respectée.  Ce point constitue une non-conformité. Il est demandé à l'exploitant d'assurer le respect des fréquences de mesure de surveillance définies dans son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 8 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD) mentionné dans le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 correspond à l'application Trackdéchets.  L'exploitant utilise l'application pour la totalité de ses mouvements de déchets dangereux. Il est à noter que chacune des entités sur site utilise son propre SIRET, bien que ce soit Paprec Grand IDF qui porte l'autorisation pour l'intégralité des installations.  Ces constats n'appellent pas de suites de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet